

1968

C'est pas fini, la lutte continue

2018



SOMMAIRE

DOSSIER

Mai 68 et ses conséquences

7

Les luttes

4

La FNIC à la fête de l'Humanité

5

Comment fonctionne la CGT

14

Les jeunes

15



- Retraite
- Prévoyance
- Santé
- Epargne
- Dépendance

NOTRE EXPERTISE ACCOMPAGNE VOS NÉGOCIATIONS

60*
C'EST LE NOMBRE D'ANNÉES
D'EXPERTISE D'HUMANIS DANS
L'ACCOMPAGNEMENT
DES NÉGOCIATEURS

Les experts **Humanis** sont à vos côtés et vous conseillent dans la négociation et la mise en place d'accords d'entreprise et de branche en santé, prévoyance et épargne salariale. Acteur majeur de la négociation paritaire collective depuis 60 ans, le Groupe **Humanis** partage les mêmes valeurs et objectifs que vous : l'humain au cœur de la négociation pour le bien-être des salariés.

humanis.com

STOP À L'APARTHEID EN PALESTINE.

HISTADRUT COMPLICE.

Le massacre auquel se livre Israël dans la bande de Gaza est révoltant, il suscite une profonde émotion, et plus encore de la colère ! Dans le monde entier, on se mobilise, on s'insurge contre l'ignominie sioniste, l'arrogance, le cynisme des dirigeants israéliens, leurs mensonges éhontés ! On proteste à l'égard de la complicité des puissances occidentales, celle des Etats Unis d'abord, qui apportent un soutien militaire, politique et financier à cette barbarie sans fin commise contre le peuple héros de Palestine, celle de l'Union Européenne ensuite qui veut faire d'Israël non seulement un partenaire privilégié mais un quasi membre de ses institutions ou encore contre la lâcheté et les pouvoirs corrompus de certains pays arabes et la paralysie organisée de l'ONU. Partout la solidarité à la résistance du peuple palestinien ne cesse de s'élargir !

Dans ce contexte, sont consternants et inacceptables les positionnements renvoyant les bourreaux et les victimes dos à dos, les silences, l'inaction et, de fait, l'alignement déclaré sur ceux qui ne pensent qu'à châtier et punir un peuple résistant.

Si l'on consulte les sites de la Confédération Européenne des Syndicats (CES) et de la Confédération Syndicale Internationale (ex-CISL, financée dès l'origine par la CIA), on tombe sur des déclarations de circonstances, en complet décalage avec l'activisme sans limite dont les mêmes savent faire preuve dans d'autres pays ou régions du monde.

On ne peut s'en étonner, sachant que la CSI et la CES entretiennent les meilleures relations du monde avec l'Histadrut, membre actif de la CSI, vieil affilié de la CISL, censé représenter les travailleurs en Israël, mais courroie de transmission du parti travailliste israélien et dont la connivence avec les autorités sionistes et la corruption sont établis.

L'ensemble des syndicats palestiniens « soulignent l'importance de boycotter Israël et l'Histadrut en raison de sa complicité flagrante dans la politique israélienne d'occupation, de construction de colonies, d'apartheid et de non-respect des droits des travailleurs palestiniens ». En 2010 a été révélé que l'Histadrut était complice du vol de l'équivalent de 2 milliards de dollars, extorqués des salaires des travailleurs palestiniens. L'argent a été saisi par diverses organisations israéliennes dont l'Histadrut, sous forme de « déductions » pour des avantages que les Palestiniens n'ont jamais perçus.

En décembre 2018 se tiendra à Copenhague le congrès de la CSI, à laquelle la CGT est affiliée. Il faut dans tout le mouvement syndical que monte l'exigence de rupture et de condamnation de toutes relations avec l'Histadrut, cette institution sioniste complice des massacreurs de l'armée israélienne.



STOP AUX MASSACRES DES PALESTINIENS !



**POUR LE BOYCOTT/ DÉSINVESTISSEMENT/
SANCTION CONTRE L'ÉTAT
OCCUPANT LES TERRES PALESTINIENNES.**

1 TERRE - 2 PEUPLES - 2 ETATS

n° 532

VOIX DES INDUSTRIES CHIMIQUES

Case 429-93514 Montreuil cedex

Tél. : 01.55.82.68.88

Fax : 01.55.82.69.15

<http://www.fnic-cgt.fr>

Email : contact@fnic-cgt.fr

Directeur de la publication : Emmanuel LEPINE

Commission paritaire n° 0123 S 06355

Conçu et réalisé par la FNIC CGT

Bimestriel—1,06 €

Imprimé par ADDAX imprimerie

Issn = 0763-7497



Liliane Thune
nous a quittés.
Originnaire de
l'entreprise
Socabu devenue
ExxonMobil

Chemical à Gravenchon (76), elle a été secrétaire de la Fédération de 1972 à 1978. La Fédération était présente à ses obsèques qui se sont déroulées dans l'intimité le 16 mai à Bolbec (76).

QUAND LA CGT DE TORAY ABIDOS VIENT EN AIDE A L'USINE DE TORAY LACQ, ÇA GAGNE.

C'est leur première grève et tout de suite la Cgt Toray Abidos s'est mobilisée à leurs côtés.

Ils ont commencé la grève lors d'un démarrage, après un arrêt technique de plusieurs semaines et en présence de cadres de la "maison mère" du Japon, ce qui a été très profitable pour les négociations.

Les salariés ont tenu le piquet de grève avec le soutien et l'organisation du syndicat CGT de Toray Abidos, et après 30 heures de grève, ils ont obtenu :

- ☞ *L'extension d'une prime de douche, qui représente 15 mn de paie par jour, pour tout le personnel production dès le mois d'avril,*
- ☞ *L'extension de cette prime au personnel de jour dans les semaines à venir,*
- ☞ *L'obligation pour l'employeur d'ouvrir, dans l'année, une négociation sur une prime AN (acrylo nitrile) qui correspondait à leurs revendications initiales.*

Les salariés grévistes sont très satisfaits des résultats et de l'engagement de la CGT Toray à leur cotés. Grâce à la CGT, ils ont pu exprimer leur colère face à leur direction qui, en venant sur le piquet de grève, s'est vu remettre des revendications sur leurs conditions de travail. Cela devrait aussi faire partie des revendications satisfaites par la grève.

Les salariés ont compris qu'il faut être organisés pour construire le rapport de force nécessaire à la victoire et le syndicat en sortira renforcé par de nouveaux syndiqués.



LYONDELLBASELL BERRE : LA DIRECTION CONVAINCUE D'EMBAUCHER !

Depuis deux ans, le syndicat CGT LyondellBasell de Berre (13) revendiquait, sans être entendu, un 6^{ème} pompier en équipe postée, compte tenu des contraintes et des risques inhérents à ce site pétrochimique.

Le syndicat a réalisé un travail de terrain pour interpeler, sur ce sujet comme sur d'autres, l'ensemble des salariés du site en amont des négociations annuelles, par une argumentation factuelle et cohérente.

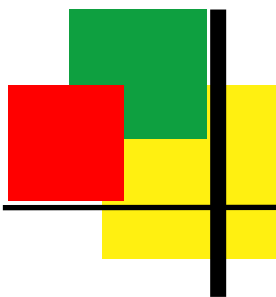


Face aux réponses de la direction, le syndicat CGT était amené à interpeller une nouvelle fois les salariés par une assemblée générale le 22 mars 2018, **appel auquel le personnel a répondu massivement.**

Face à la mobilisation imminente des salariés rassemblés à la porte de l'usine, la direction du site a fini par concéder la création de ce poste pompier correspondant à l'embauche de 5 salariés temps plein, dès la semaine suivante.

Nouvelle preuve que seule la mobilisation des salariés garantit la prise en compte de leurs revendications.

Fort de ses 400 syndiqués pour 950 salariés, le syndicat CGT LyondellBasell Berre détient un rapport de forces permanent sans avoir besoin d'appeler à la grève sur chaque sujet. L'objectif du syndicat est de poursuivre le travail de terrain auprès des salariés et d'atteindre 50 % de syndicalisation. **Le travail syndical, comme la lutte, ça paie !**



Cette année, la FNIC-CGT tiendra un stand, avec l'Union Départementale des Bouches du Rhône, à la Fête de l'Humanité, du 14 au 16 septembre 2018.

La Fête de l'Humanité est certes un moment de convivialité, mais aussi et surtout un moment où nous pouvons échanger, débattre, sur des sujets de société qui nous concernent tous, aussi bien dans notre vie militante, que dans nos vies privées.

Les luttes sont nombreuses dans la période, souvent gagnantes, sur les salaires mais aussi sur les conditions de travail, sur l'emploi. Les travailleurs s'opposent avec énergie à une mise en cause de leurs intérêts dans chaque entreprise, dans un contexte où le gouvernement opère, pour le compte des employeurs, un bouleversement global des conditions de travail et de vie :

- baisse des cotisations sociales donc des salaires,
- démantèlement des services et de la santé publics,
- privatisation d'entreprises qui appartiennent à la Nation telle la SNCF,
- désindustrialisation dans les territoires,
- destruction des garanties et protections collectives (ordonnances travail,
- flicage des chômeurs,
- diminution des pensions de retraite, etc.).

Pour stopper cette déferlante, il faut de la combativité dans les entreprises : elle est présente. Mais il faut surtout des perspectives réelles de stopper à court terme ce choc social et économique pour transformer la France en paradis pour les riches et en enfer pour les autres.

LA FNIC CGT À LA FÊTE DE L'HUMANITÉ.

Depuis toujours, la CGT porte un projet revendicatif de progrès, où tous les travailleurs se retrouvent :

- ❑ augmentation générale des salaires,
- ❑ baisse du temps de travail à 32 heures,
- ❑ égalité salariale et professionnelle entre les femmes et les hommes,
- ❑ reconquête de l'industrie,
- ❑ développement des services publics,
- ❑ protection sociale financée par la cotisation sociale et assurée par la Sécurité sociale...

La CGT, organisation de transformation sociale, a une responsabilité de défense des intérêts des travailleurs, y compris si cela signifie avoir une stratégie complémentaire avec le champ politique de progrès, comme cela a été le cas plusieurs fois dans notre Histoire et notamment en 1936.

C'est pourquoi la FNIC-CGT, et l'UD 13, vous invitent à venir débattre, sur le stand dès le vendredi 14 pour l'inauguration de celui-ci, puis le samedi autour d'un débat sur « **quelle convergence entre l'action syndicale et l'action politique pour imposer notre projet de société** », et enfin le dimanche, nous aurons un grand moment de solidarité internationale, pour la paix dans le monde.

Ce week-end sera aussi l'occasion de partager un moment de convivialité au bar du stand, autour d'un verre, tout en mangeant une délicieuse pizza.

ON VOUS ATTEND.

VENEZ NOMBREUX !



Missions légales récurrentes

Consultation annuelle sur
la situation économique
et financière

Consultation sur la
politique sociale, les
conditions de travail et de
l'emploi

Orientations Stratégiques
de l'entreprise

Missions légales ponctuelles

Licenciement

Alerte

O P A

Concentration

Missions conventionnelles

Tenue de comptabilité

Révision des comptes

Etablissement des états
financiers

Social (Paies et déclarations
sociales)

Conseil

Assistance à la rédaction du
rapport de présentation des
comptes

60 Rue Racine
69100 VILLEURBANNE

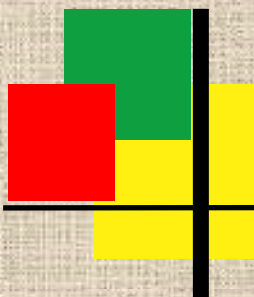
04 78 69 17 81

www.mericassocies.com

&

58 A Rue du Dessous des Berges
75013 PARIS - 01 56 59 13 50





MAI 68 ET SES CONSÉQUENCES.

1968-2018 : 50 ans de mai 68

2018 MARQUE LE CINQUANTENAIRE DE MAI 68. UN ANNIVERSAIRE QUI FAIT FORCÉMENT, CETTE ANNÉE, L'OBJET DE NOMBREUX DÉBATS ET RÉTROSPECTIVES.



Des barricades et des pavés au quartier latin, des centaines de milliers de personnes dans les rues, une France paralysée par des mouvements sociaux, **la plus grande grève générale de son histoire.**

C'est certain, Mai 68 a marqué une rupture avec la société traditionnelle, les vestiges de l'après-



guerre, le gaullisme... Comme Nicolas Sarkozy qui voulait, en 2007, liquider l'héritage de Mai 68, cette année encore la droite va s'insurger contre un mouvement qui a marqué, selon elle, la fin du respect de l'autorité et de la morale. Nous, nous pensons qu'il est **important de faire revivre et de rappeler ce qu'a signifié ce moment dans notre histoire.**



RAPPEL DE LA SITUATION

Peu d'augmentations salariales, un SMIG horaire à 2,15 Franc (30 centimes d'euros actuels pour un salaire moyen à l'époque de 1000 F) et des Conventions collectives très inégales.



C'est dans ce contexte social qu'éclatent les révoltes. Partie des établissements industriels, la grève gagne tout le pays en une semaine, aussi bien dans le secteur ouvrier qu'étudiant :

Le 20 janvier 1968, à Caen, les syndicats de la SAVIEM (métallurgie) lancent un mot d'ordre de grève d'1h 1/2 pour des augmentations de salaire (6 %), la création d'un fonds de garantie de ressources en cas de réduction d'horaires, et le respect des droits syndicaux, la grève se généralise et l'usine est occupée.

Des piquets de grève sont mis en place. La direction refuse toute négociation avant la reprise du travail. Le 22 janvier, après une agression de jaunes (anti-grévistes) et de CRS, les travailleurs décident d'aller manifester en ville. Des salariés d'autres usines en lutte (Jaeger, Sonolor) les rejoignent, la manifestation pacifique regroupe 4 à 5 000 personnes et est chargée par les gendarmes mobiles.



Le 26 janvier, après une manifestation encore plus massive, ont lieu de nouveaux affrontements (200 blessés) : les autorités parlent d'« **éléments incontrôlés** ». Les gardes mobiles chargent pour évacuer la place, mais sont surpris par la résistance des travailleurs. Les affrontements dureront toute la nuit ; il y aura 200 blessés et des dizaines d'arrestations. Six jeunes manifestants, tous des ouvriers, écotent de peines de prison ferme de 15 jours à trois mois. Mais loin de faire reculer la classe ouvrière, cette répression ne fait que provoquer l'extension de sa lutte.

D'autres usines rejoignent l'action. chez Moulinex, dont le slogan publicitaire est depuis 1962 « **Moulinex libère la femme** », et où, paradoxalement, les ouvrières sont particulièrement exploitées, il n'existe pas encore de section syndicale. Sept ouvrières appellent à la grève le 31 janvier ; elles mettent un vélomoteur devant l'entrée et improvisent un piquet de grève. La moitié du personnel les suit.



Malgré la répression policière et patronale, dans les semaines qui suivent, c'est tout l'ouest de la France qui bouge. Dans toutes ces grèves, les mots d'ordre se durcissent, des liens de solidarité s'établissent avec la population locale, les jeunes ouvriers résistent à la police...

La grève générale débute le 13 mai, et au fil des jours atteint **7 à 8 millions de grévistes**, soit plus de la moitié des salariés. La France est arrêtée.



A Renault Billancourt, par exemple, il y a beaucoup de travailleurs immigrés embauchés en contrats dits « provisoires ». C'était comme aujourd'hui le CDD par rapport au CDI. De l'avis des travailleurs de Renault, 68 n'aurait pas eu la répercussion qu'il a eu sans l'apport des travailleurs immigrés.

EVOLUTION DU MOUVEMENT

- **22 MARS (et mouvement du 22 mars)** : cette date est un peu considérée comme l'élément déclencheur de « mai 68 », il naît d'une lutte contre la séparation des filles et des garçons dans les dortoirs, s'opposant à la répression de l'administration de l'Université. Il y a aussi chez les étudiants, autant la crainte de ne pas avoir d'emploi qu'un rejet de la société traditionnelle. Le mouvement prendra vite de l'ampleur : universités bloquées, manifs... La répression des « barricades » crée l'indignation et rapproche les syndicats étudiants et salariés. Des actions sont organisées contre le flicage des étudiants sur des listes noires. Le doyen riposte par une intervention de la police. Des actions s'organisent contre la présence policière dans l'université et des cours sont perturbés. Pour protester contre l'arrestation d'étudiants, le bâtiment administratif est occupé. Les étudiants arrêtés sont relâchés pendant la nuit d'occupation. Plusieurs étudiants sont menacés d'expulsion.
- **2 MAI** : l'université de Nanterre est fermée. Le même jour, à la Sorbonne, le bureau de la Fédération générale des étudiants en lettres est incendié par Occident, groupe néo-nazi.
- **3 MAI** : un meeting a lieu à la Sorbonne. La police arrête plus de 600 personnes. Les premiers gaz lacrymogènes, premiers lancers de pavés et premières barricades ont lieu au Quartier latin.
- **NUIT DU 10 AU 11 MAI** : les étudiants qui veulent reprendre la Sorbonne se font coincer dans la rue Gay Lussac, c'est la première « nuit des barricades », un vrai massacre, pas de morts, mais beaucoup de jeunes esquintés par des CRS. Peu à peu, l'opinion publique rejoint le mouvement des étudiants. Les syndicats appellent à la grève générale pour le 13 mai.
- **13 MAI** : une importante grève générale a lieu dans toute la France. Jusqu'à un million de personnes défilent dans une manifestation parisienne allant de la gare de l'Est à Denfert-Rochereau, avec comme slogan « 10 ans, ça suffit ! » (en référence au 10^{ème} anniversaire du retour au pouvoir de De Gaulle).
- **14 MAI** : le théâtre de l'Odéon est occupé, tout comme l'école nationale supérieure des Beaux-arts de Paris, transformée en « atelier populaire ».
- **25 MAI** : alors que le gouvernement n'a pas dialogué jusque-là, le Premier ministre (Pompidou) accepte de discuter avec les syndicats et convoque le 25 mai une

réunion tripartite entre gouvernement, patronat et syndicats. Les négociations durent plus de 25 heures sur 2 jours et aboutiront le 27 mai au protocole de Grenelle (détaillé plus loin).

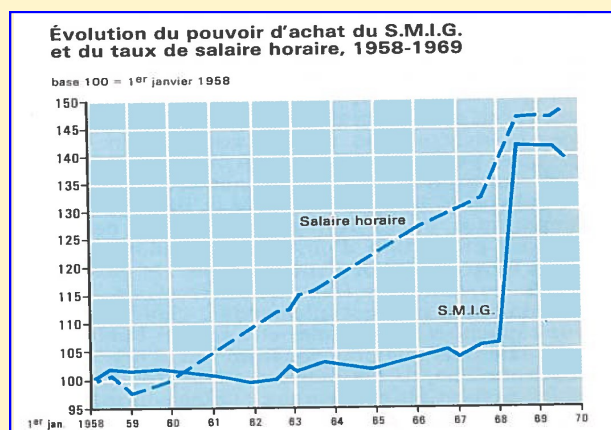


Mais les ouvriers le rejettent et votent la poursuite de la grève : dix millions de travailleurs en grève, le pays paralysé, les usines occupées... Les grèves se poursuivent encore près de 3 semaines. Dans les plus grandes entreprises, les négociations par secteur aboutissent à des augmentations de salaire supérieures à ce que prévoyait le protocole : 16 % à la SNCF, 17 % à l'EDF-GDF, 16 % dans les industries pétrolières, 22 % dans les industries textiles où les salaires étaient particulièrement bas. Mais, dans bien des petites entreprises, le patronat n'accorde que ce qui était inscrit dans le protocole. Et en l'absence d'une échelle mobile des salaires, une grande partie de ces augmentations salariales est rapidement avalée, dans les mois qui suivent, par les hausses du coût de la vie.

- **27 MAI** : jour de l'établissement du protocole de Grenelle. Après une manif, 70 000 personnes se retrouvent au stade Charléty. Le lendemain, Mitterrand annonce sa candidature à la présidence.
- **29 MAI** : De Gaulle s'éclipse à Baden-Baden sans que personne ne soit au courant. Ce même jour, une manifestation est organisée : on dénombre jusqu'à **800 000** personnes dans les rues.
- **30 MAI** : De Gaulle prononce un discours, en dénonçant la « chienlit », expression qui sera réutilisée pour les affiches et slogan anti-De Gaulle et, ciblant comme responsable un parti communiste qu'il qualifie de totalitaire, et annonce qu'il dissout l'assemblée. Les élections législatives de juin redonnent finalement une forte majorité au pouvoir en place. Création du parti gaullien, l'UDR.

BILAN DES ACCORDS DE GRENELLE

- **Augmentation du Smig de 35 % et des salaires de 10 % en moyenne,**



- **Reconnaissance légale de la section syndicale et de l'exercice du droit syndical dans l'entreprise,**
- **Proposition d'aller par étapes aux 40 heures et engagement d'une réduction de 2 heures de la durée hebdomadaire pour les horaires supérieurs à 48 heures,**
- **Révision des Conventions collectives,**
- **Réduction du ticket modérateur Sécurité sociale applicable aux visites et consultations,**
- **Avance de 50 % du salaire perdu pendant la grève, récupérable jusqu'au 31 décembre 1968,**
- **Reconnaissance du droit syndical dans l'entreprise avec, dans certains secteurs, des mesures protectrices et/ou des heures de délégation,**
- **Obtention d'augmentations substantielles de salaires. Par exemple, +18 % dans l'habillement, de +12 % à +46 % dans le Bâtiment, +28 % dans la Chimie.,**

- **En matière de durée du travail, de nombreux secteurs d'activité obtiennent des réductions et des congés supplémentaires : passage de 48 h à 45 h dans l'agriculture, de 48 h à 42 dans le papier-carton, de 46 h à 44 h 30 chez les cheminots, de 45 h à 42 h dans la santé publique, de 48 h à 40 h, selon un calendrier précis, dans le verre.**

- **Renforcement des organisations syndicales : notamment + 400 000 à la CGT.**

La perspective d'une union de la gauche sur la base d'un programme commun de gouvernement prend forme.

Côté sociétal, le mouvement de transformation des mœurs s'amplifie, la condition féminine va connaître des évolutions majeures, bien qu'insuffisantes.

Mais, sans perspective politique propre, le mouvement n'ira pas plus loin, même si la combativité demeure malgré les violences policières. La classe ouvrière de 68 n'a pas pu s'affirmer comme un contre-pouvoir capable de diriger la société pour en finir avec le capitalisme.

Acquis de 68, oui, mais côté pouvoir d'achat, après la remontée, n'oublions pas la puissante hausse de l'inflation depuis, grâce notamment au programme d'austérité de Mitterrand (+ 26 % de début 1981 à fin 1982).



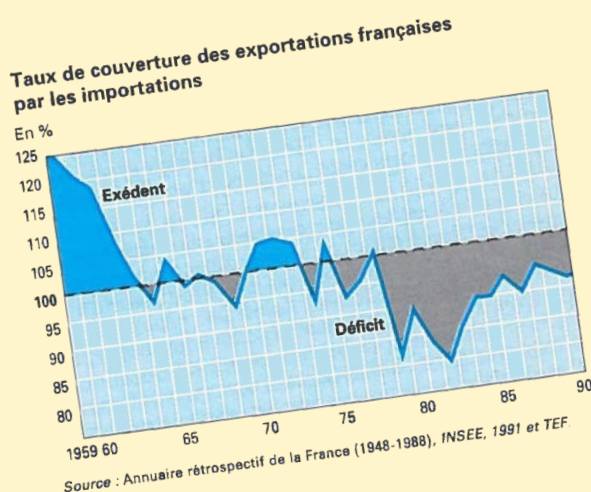
CONCLUSION : chaque mouvement social pose les questions de la grève générale, de la convergence des revendications donc des luttes, dont nous parlons en ce moment même, et de l'affrontement avec le pouvoir.

En Mai 68, le marxisme, les idées du socialisme, du communisme, rayonnaient. Aujourd'hui, il s'agit de redonner vie et crédibilité à ces idées dans le contexte d'une nouvelle période historique.

APRÈS 68

Les 10 années qui ont suivi mai 68 ont été marquées par différentes tendances qui ont contribué à créer la situation que nous connaissons aujourd'hui.

En premier lieu, la crise. Les premiers symptômes de la crise que nous connaissons aujourd'hui remontent à 1967. On assiste à une régression économique en France, en Allemagne, en Grande-Bretagne : la production plafonne, la balance commerciale de la France devient déficitaire comme le montre le schéma, le chômage se développe.



La période de croissance, que certains ont appelée « **les 30 glorieuses** » (glorieuses pour qui ?) a bénéficié au grand patronat. Les profits explosent, les salariés en profitent peu ou pas du tout. C'est cette politique qui aboutit à cette crise.

Ce sera en 1972 qu'elle deviendra « officielle ».

Le choc pétrolier de 1973, qui n'en a jamais été la cause, mais pour se dédouaner de leurs responsabilités, patronat et gouvernement ont trouvé un coupable idéal : les (pays) arabes qui font de très bons coupables. Ce choc pétrolier n'a fait qu'aggraver la situation avec le renchérissement des prix de l'énergie.

C'est aussi à partir de ce moment qu'on assiste à un accroissement du financement public des entreprises privées et donc, une limitation des autres dépenses de l'Etat. Par contre, les augmentations du SMIC et des salaires obtenues en 68 ont permis pendant quelques années (1969-1973) de limiter les conséquences de la crise en redonnant du pouvoir d'achat, en développant la consommation et donc la production.

Par ailleurs l'inflation (de 10 à 12 % l'an) qui rogne le pouvoir d'achat permet au patronat de faire des profits dans la mesure où les taux d'intérêts sont inférieurs à l'inflation.

Malgré cela, la combativité va se poursuivre pendant ces années 70. En atteste le nombre de journées de travail perdues pour fait de grève :

Année	Nombre de journées
1963	5 991 000 journées (année de la grève des mineurs)
1964	2 497 000
1966	2 523 000
1967	4 203 000
1970	1 100 000
1971	3 200 000
1975	3 505 000
1976	4 050 000
1977	2 434 000

Ce sont les acquis et les droits syndicaux obtenus en 68 qui donnent une impulsion nouvelle au mouvement syndical. C'est pendant cette période qu'un certain nombre d'accords positifs sont signés dans les Conventions collectives, comme dans les entreprises.

Ainsi, par exemple, pour la Convention collective de la chimie, six accords seront signés en 9 ans :

1. L'accord sur la mensualisation en 69,
2. L'accord du 3 mars 70 sur la garantie d'emploi,
3. Celui sur le retour aux 40 heures en 73,
4. L'accord sur l'amélioration des conditions de travail en 76,
5. Celui sur les classifications et les salaires en 78. Ce dernier est l'aboutissement de la lutte des salariés de Rhône Poulenc qui ont obtenu, en 1965, un accord sur les classifications qui sera repris en 1978 dans la chimie. Accord que nous n'avons pas signé car la revalorisation des salaires était trop faible par rapport à l'inflation.
6. En 1982, un accord sur la durée du travail et les congés payés fut signé par la seule CFDT avec l'UIC, en catimini, en dehors de toute réunion. Il fut cassé, à notre demande, par le Conseil d'Etat pour cette raison et renégocié en 1989. C'est aussi « grâce » à la CFDT que l'accord du 3 mars 70 fut cassé et renégocié à minima. Cela témoigne de l'évolution de la CFDT, qui va se poursuivre sur les années suivantes. Même si, après 68, elle a un discours radical, elle va se rapprocher du PSU de Rocard, puis du Parti socialiste de Mitterrand. Déjà en 68 l'anticommunisme formait le ciment, entre le PS et la FGDS de Mitterrand. En 1975 la CFDT entame une

polémique contre la CGT, faisant l'amalgame CGT-PCF comme le patronat et le gouvernement. L'unité d'action sera rompue en 77, année de la rupture des négociations par la mise à jour du Programme Commun de la gauche. Elle commencera son « recentrage » qui ira jusqu'au soutien du projet Juppé contre les cheminots en 1995, et contre les grèves qui le firent reculer. La suite, vous la connaissez.

Au-delà des acquis de 68, deux aspects sont à souligner : le rôle des jeunes, des immigrés et des femmes dans les luttes. Se forgera ainsi une génération de militants et de militantes. Celles-ci vont donner un nouvel élan au mouvement pour l'égalité hommes/femmes, au travail comme dans la vie.

Le patronat n'est pas resté les deux pieds dans le même sabot. Il va développer sa bataille idéologique, au travers de sa presse d'entreprise dont le tirage passe de 2 millions d'exemplaires en 1967 à 5 millions en 1971, à travers ses tentatives de « concertation », de dialogue dans les entreprises. Son objectif vise les salariés pour les intégrer aux idées patronales, mais aussi, surtout, les organisations syndicales pour casser l'unité revendicative possible. Il vise FO, la CGC (de nombreux cadres ont participé ou soutenu les grèves) et la CFDT. Celle-ci deviendra peu à peu son interlocuteur privilégié.

C'est à cette époque, 1969-1972, que le gouvernement lance l'idée de « nouvelle société ». Il veut adapter l'Etat et les relations sociales aux modifications de l'économie en aplanissant les conflits sociaux...contractualiser les rapports patronat-syndicats...sous les conseils de Delors, futur ministre de Mitterrand. Il suppose des formes de collaboration avec les syndicats et incite CNPF (futur MEDEF) et syndicats à la signature de contrats de progrès.

D'un autre côté, avec les politiques, le patronat met en place ou réanime des « clubs de réflexion » (clubs de Rome en Italie, Trilatérale, groupe Bilderberg...) qui réunissent patrons, hommes politiques au pouvoir, philosophes, sociologues etc...leur travail : d'une part définir la stratégie du capital, tant au niveau national qu'international, qui va être « imposé » aux gouvernements, et d'autre part comment intensifier la lutte contre le communisme et ses idées de lutte de classe.

C'est en 72 que le Club de Rome avance l'idée de croissance zéro. On est en crise, il faut donc limiter la croissance mais garantir et augmenter les bénéfices des entreprises en diminuant la masse salariale amenant le chômage (il augmentera de 300 % de 1974 à 1981), la précarité, la baisse des salaires etc. C'est ce que fera Mitterrand en 1983 quand il appliquera le blocage des salaires et des prix (?!!).



Conséquences : 10 ans plus tard le niveau des salaires dans le PIB a baissé de 8 % et les profits ont augmenté de 8%. Il faut remarquer que le concept de croissance zéro fut une des idées fondatrices de l'écologie politique qui va se développer dans les années 70.

Enfin sur le plan politique, la conséquence des grèves de 68 a été la signature du programme commun de gouvernement entre PCF, PS et Radicaux de Gauche. Ce ne fut pas si évident. Devant l'ampleur du mouvement de grèves, la CGT, « en toute indépendance », conformément à ses statuts, initie des conversations avec les partis de gauche (PCF, PS, et FGDS de Mitterrand) pour travailler en faveur de l'unité de gauche, fondée sur un programme commun de gouvernement prenant en charge les intérêts des travailleurs » (Séguy dans « le mai de la CGT »). Et cela pendant les grèves. Le meeting de Charley n'a pas aidé au rassemblement de la gauche, son objectif était de créer une force face au PCF et à la CGT en voulant rassembler les forces réformistes et l'ultra gauche. Cela n'a pas abouti. Le programme commun sera signé quatre ans après 68, mais les visées des uns et des autres sont restées intactes.

En conclusion : Les grèves de 68 ont montré ce que le rapport de force permet d'obtenir rapidement mais aussi à plus long terme. Mais il a montré aussi que, si on baisse la garde, si on ne pèse pas de tout notre poids, tant sur le plan syndical que politique, le retour de bâton est douloureux.

1968 DANS LE MONDE

L'ANNÉE 1968 EST MARQUÉE PAR DES RÉVOLTES, DES MANIFESTATIONS, SUR TOUS LES CONTINENTS.



Elle commence le 30 janvier au Vietnam par l'offensive du Têt (fête du nouvel an Vietnamien) qui marque le début de la conquête et qui s'achèvera par la victoire totale des Vietnamiens avec la libération de Saïgon, la fuite des Américains et de leurs valets. C'est contre la guerre au Vietnam que les étudiants américains sont mobilisés, avec grèves, occupation des campus, etc... Les désertions se multiplient et l'opinion publique américaine comme celle du reste du monde, rejette massivement cette guerre politique.



Aux Etats-Unis se déroule une autre bataille, celle des droits civiques et contre le racisme pour les Noirs, les Indiens. Le meurtre du Pasteur Luther King le 4 avril 1968 entraîne des émeutes dans 125 villes. 60 000 soldats sont mobilisés. Il y aura des morts, des militants assassinés par centaines, des arrestations. On « découvre » que le racisme ne se situe pas uniquement dans les Etats du sud des USA mais que c'est une plaie qui couvre tout le pays. Suivra le 5 juin 68, l'assassinat du sénateur Robert Kennedy.

A Rome, étudiants, jeunes, travailleurs manifestent contre la guerre au Vietnam et contre la situation sociale, la répression fait plusieurs morts. Ce mouvement va perdurer jusqu'à l'automne 69.

A Berlin, même chose, l'opposition à la guerre se manifeste dans la rue. On tire sur un leader du mouvement, Rudi Deutsch, qui est blessé. Dans toutes les villes allemandes les manifestations se multiplient contre la guerre et contre les journaux du groupe Springer qui insulte ces manifestations. Il en est de même en Angleterre. A Prague, le « socialisme à visage humain » enthousiasme les Tchèques et au-delà. Mais en août les chars soviétiques et ceux d'autres pays du pacte de Varsovie envahissent le pays et mettent fin à ce Printemps de Prague.



Au Mexique, quelques jours avant l'ouverture des jeux olympiques de Mexico, des étudiants manifestent au centre de la capitale. La manifestation sera réprimée dans le sang. La police ouvre le feu, ce sont plusieurs centaines de jeunes qui meurent sous les balles.

Quelques jours plus tard ce sont les jeux olympiques, une des images qui restera, c'est celle des deux coureurs noirs américains, Tommi Smith et John Carlos, champions du 200 m et qui, sur le podium, au son de l'hymne américain, lèvent le bras, mais ganté de noir, et baissent la tête. Ils protestent ainsi contre le racisme aux Etats-Unis.

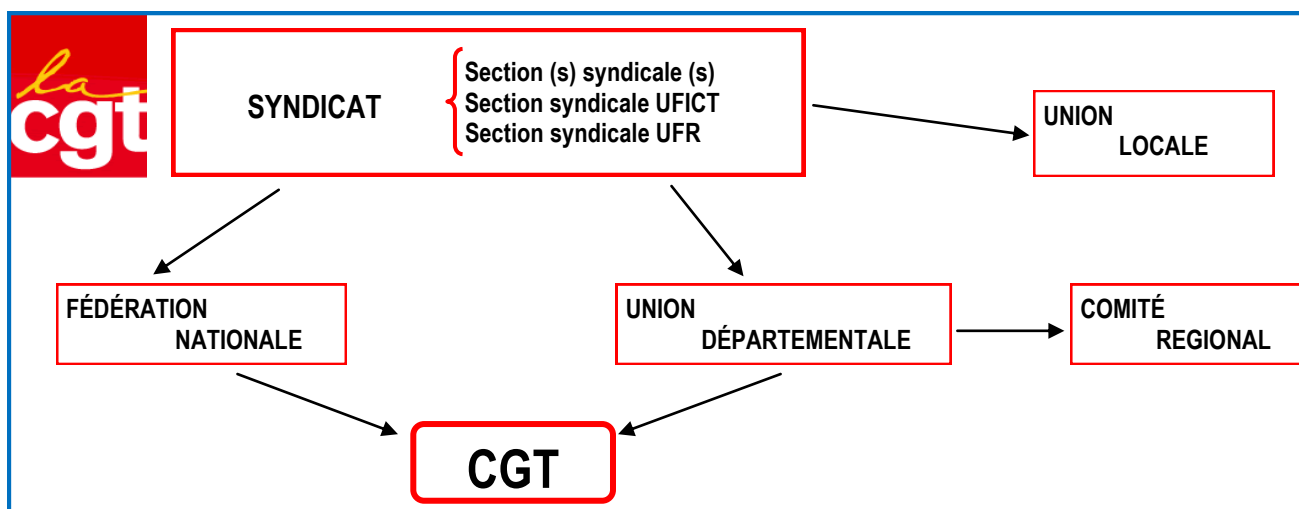
« Cours camarade, le vieux monde est derrière » comme disait un slogan de mai 68. 1968 une année qui a bouleversé les choses dans nombre de pays.

COMMENT EST STRUCTURÉE ET FONCTIONNE LA CGT

Depuis qu'elle existe, en 1895, la CGT, comme d'autres, est une organisation « structurée ». Il n'est pas inutile de rappeler que lorsqu'une organisation n'est pas structurée, cela s'appelle un « mouvement », il n'y a pas de dirigeant, mais des « leaders », pas de statut, pas de règle de vie mais des « façons de faire », pas de vie réellement démocratique quant aux prises de décisions, chacun s'adapte en fonction de sa perception : certains nomment cela « démocratouille ».

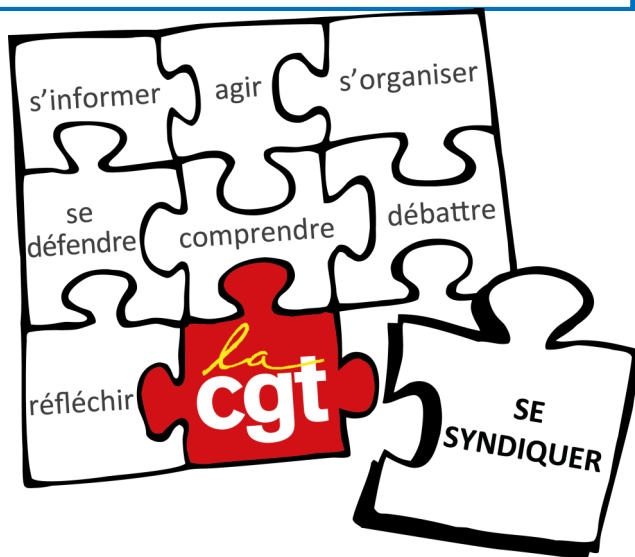
Dans la CGT, elle-même et chacune de ses organisations sont structurées, elles ont des statuts, des règles de vie démocratiques, des orientations définies lors des congrès tous les trois ans. Cette structuration repose sur le « fédéralisme », chaque syndicat doit adhérer à l'union départementale et à la fédération dont il dépend, qui eux-mêmes adhèrent à la CGT, ce qui fait que la

CGT est une organisation « confédérée ». Il ne faut pas confondre confédération et confédéralisation : être confédéré c'est faire, décider et définir les orientations par la base, les syndicats lors des congrès, alors que confédéraliser, c'est décider en haut et faire appliquer par le bas. La CGT n'a jamais changé ce mode de structuration, le seul permettant une réelle vie démocratique, permettant surtout à chaque syndiqué, au travers de son syndicat, d'être acteur et décideur de ce qu'est et fait la CGT. Chaque structure est autonome dans ses décisions, dans le cadre de ses orientations et statuts votés par les syndiqués lorsqu'il s'agit d'un syndicat, par les syndicats lorsqu'il s'agit d'une organisation (UD et Fédés, le tout dans le respect des valeurs et orientations de la CGT. Ce qui donne schématiquement :



Les Unions locales sont notre structure de proximité, elles ont des statuts. Outre le support qu'elles apportent à nos syndicats, c'est notre outil le plus efficace de syndicalisation. Elles ont une activité très importante d'aide aux salariés qui ne disposent pas d'organisation syndicale ou d'IRP dans leurs entreprises.

Les Comités Régionaux, quant à eux, ne sont pas des organisations, ce sont des outils de coordination de l'activité des unions départementales, et dans, une certaine mesure des professions. Leur rôle concerne les thématiques qui se traitent ou se décident au niveau régional, la formation professionnelle, l'apprentissage, les grands chantiers, la politique de santé, l'emploi...



JEUNES, BATTEZ-VOUS POUR UN AVENIR DANS UN MONDE MEILLEUR.

Jeunes, révoltez-vous contre ce vieux monde capitaliste !!

L'avenir que le patronat capitaliste et son gouvernement réservent à la jeunesse est déjà là, c'est celui de la précarité et de l'insécurité, mais, avec Macron ils veulent aller plus loin.

→ **Comment construire son avenir ?**

→ **C'est la question que se posent les jeunes travailleurs, chômeurs, lycéens et étudiants** quand le chômage de masse est organisé pour baisser les salaires et faire taire les revendications.

De nombreux jeunes sont forcés d'accepter la précarité, les missions en intérim et les contrats de chantiers, l'ubérisation du travail, c'est-à-dire d'accepter, la régression sociale et l'absence de droit salariaux et sociaux.

L'ACCÈS AUX UNIVERSITÉS FAIT L'OBJET D'UNE
SÉLECTION SOCIALE IMPITOYABLE.

LA LOI ORE (ORIENTATION ET RÉUSSITE DES ETU-
DIANTS) POUR L'ENTRÉE À L'UNIVERSITÉ VA
ENCORE ACCROÎTRE CETTE SÉLECTION.

LE LOGEMENT DEVIENT INACCESSIBLE À DE NOM-
BREUX JEUNES PENDANT QUE LES SPÉCULATEURS
S'EN METTENT PLEIN LES POCHES.

L'ACCÈS AUX SOINS DEVIENT PLUS CHER ET PLUS
DIFFICILE DU FAIT DES RESTRICTIONS EN MATIÈRE
DE SANTÉ.

LES PATRONS PEUVENT LICENCIER À LEUR AISE À
CAUSE DES LOIS EL KOHMRI ET MACRON QUI ONT
DYNAMITÉ LES DROITS DES TRAVAILLEURS DANS
NOTRE PAYS.

La révolte est légitime, elle s'exprime de manière diverse, dans les entreprises, les lycées, les universités et dans la rue.

La FNIC-CGT soutient l'action des jeunes qui se battent contre les conséquences de l'exploitation capitaliste et qui n'obtiennent, comme réponse, que la répression policière d'un pouvoir tout entier dévoué aux intérêts du patronat.

→ **Peut-on faire autrement ?**

Aujourd'hui, avec le développement des sciences et des techniques, les découvertes dans tous les domaines, les changements liés au développement de l'intelligence artificielle, les moyens existent en France, 5^{ème} puissance mondiale, pour créer des centaines de milliers d'emplois, impulser un développement économique et social au service du peuple, préparer la jeunesse à des métiers d'avenir.

Ces moyens sont aujourd'hui confisqués par les multinationales capitalistes industrielles et financières, qui accaparent les richesses produites par le travail des salariés, avec le concours actif du pouvoir à leur service.

Pour construire un autre avenir pour la jeunesse et le peuple, il faut changer de politique. Il faut arracher le pouvoir économique et financier.

**C'EST À CE COMBAT QUE VOUS
APPELLE LA FÉDÉRATION NATIONALE
DES INDUSTRIES CHIMIQUES.**



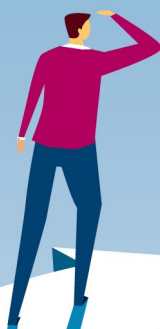
SECAFI

Groupe ALPHA

RÉUSSIR LA MISE EN PLACE DU CSE

Formation - Diagnostic - Appui à la négociation

Après avoir engagé des changements profonds dans l'exercice du mandat des représentants du personnel et des délégués syndicaux à l'occasion des lois Rebsamen et El Khomri, les ordonnances Macron bouleversent à nouveau l'organisation du dialogue social au sein des entreprises.



Les comités d'entreprise et les CHSCT vont fusionner et les moyens disponibles pour les élus vont être réduits. Quels sont les pièges à éviter ? Comment faut-il se préparer et anticiper les objectifs de votre direction ?

Nous vous proposons de vous accompagner dans cette période de forte turbulence.

**Un appui sur mesure,
adapté à votre contexte.
Des consultants et juristes
spécialisés dans l'accompagnement
des représentants du personnel.**

- 1** Se former pour bien connaître la loi,
- 2** Identifier les impacts spécifiques à votre entreprise,
- 3** Identifier, vos priorités et vos points de vigilance,
- 4** Vous accompagner pour faire émerger vos propositions et préparer les négociations,
- 5** Sécuriser si besoin les éléments juridiques.

Tarifs : nous consulter
☎ : 01 53 62 70 00

www.secafi.com